



François Villeroy de Galhau reste gouverneur de la Banque de France : la validation par le pouvoir en place d'une indépendance toute relative...

La reconduction de François Villeroy de Galhau en tant que gouverneur de la Banque de France proposée par le Président de la République vient d'être validée. Venant de BNP PARIBAS où il était directeur, sa nomination en 2015 à la tête d'une institution chargée de contrôler les banques commerciales, dont BNPP, avait été contestée par 150 économistes et universitaires réputés ainsi que par la CGT pour des raisons évidentes de conflits d'intérêts. **Le gouverneur de la Banque de France doit en effet être indépendant non seulement du pouvoir politique mais aussi du lobby bancaire.**

Le bilan des six ans écoulés du premier mandat du gouverneur montre que nous avons raison d'alerter, tant le gouverneur Villeroy de Galhau a usé de son mandat pour défendre les intérêts des banques, la politique du gouvernement et donc *in fine* les plus riches. **En soutenant publiquement la politique du Gouvernement, en faisant la promotion de ses projets de réformes libérales, le premier dirigeant de la banque centrale nationale a en effet manifestement agi de manière partisane.** Il écrit même dans son livre *Retrouver confiance en l'économie* sorti en février : « *Il faudra, dans la durée, réformer l'assurance-chômage, et réformer les retraites pour s'adapter à l'allongement de la durée de vie et aux mutations du travail.* » ou encore « *la contrepartie à l'absence de hausse d'impôts devra être la maîtrise, enfin, de nos dépenses publiques* »...

Quant à la distance prétendument instaurée avec le secteur bancaire privé, comment y croire lorsque l'on observe par exemple la cession au Crédit Agricole des 24.000 comptes bancaires de salariés et retraités de l'institution, sans contrepartie ou presque ? Ou lorsque le gouverneur, président de l'Observatoire de l'Inclusion Bancaire, préfère ne pas contraindre les banques à plafonner les frais d'incidents qui alimentent leurs bénéfices colossaux au détriment des plus fragiles ? Lorsque la Banque de France, alors qu'elle devrait être garante de l'accessibilité des espèces sur tout le territoire, ferme ses propres distributeurs de billets et laisse sans broncher les banques privées louer les leurs à des collectivités locales pour lesquelles il est vital de conserver ce service ? Ou encore lorsque l'institution ferme 13 de ses 37 services de caisse qui alimentent le territoire en billets de bonne qualité, alors même que les transporteurs de fonds privés auxquels elle demande d'ouvrir des Stocks Auxiliaires de Billets pour se substituer à elle dans cette mission s'y refusent, pour cause de non rentabilité ?

Le bilan de ce gouverneur, c'est près de 25% d'emplois supprimés au sein de la Banque de France et un éloignement des services publics des usagers avec la fermeture de plus de 100 implantations, un affaiblissement de la capacité d'intervention de l'institution auprès des entreprises et la privatisation croissante de l'activité de tri et de gestion des billets pour soutenir les transporteurs de fonds privés. **Nous assistons à un travail méthodique de destruction d'une institution au service du public.**

Dernière menace en date : le possible renoncement au projet « Refondation » de construction d'une usine moderne, cœur du pilier public européen de fabrication des billets, intégrant la papeterie et l'imprimerie la Banque de France ainsi que son secteur recherche et développement.

La CGT attend du gouverneur qu'il finalise ce projet et qu'il garantisse un service public de la monnaie utile et efficace pour les citoyens, au service de l'emploi et de la création de richesses, dans le respect de l'environnement. La CGT continuera à porter, avec l'ensemble des salariés et sur la place publique, un véritable projet pour une Banque de France au service du public et de la société et non des intérêts privés.